

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille dix, le 08 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : **01 juillet 2010 (affichée le 1^{er} juillet 2010)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 12 juillet 2010

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André (arrivé au point n°8), ORSI Jacques, DANIELOU Anne, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, VALLEE Eric, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAÏLLE Françoise, LE RUZ Hervé (arrivé au point n°3), LEMOUNAUD Dominique.

Absents : TROMEUR Jean-Marie, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, LE GOFF Josiane.

Pouvoirs : LE CLECH Hervé à ORSI Jacques, COTRIAN Bernard à LE MEUR Jean-Yves, DERRIEN Delphine à CHARLES Daniel, KERGUTUIL Eliane à LE DOARE Martine, LE GOFF Josiane à SALAUN Robert.

Secrétaire de séance : ROPARS Dominique .

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 16

Pouvoirs : 5

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 03 Juin 2010

Le compte rendu du conseil municipal du 03 juin 2010 n'appelant pas d'observation, il est procédé au vote.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte-rendu du conseil municipal du 03 juin 2010.

2. Tableau des effectifs – Création de poste

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Dans le cadre de la restructuration des services techniques communaux, et conformément au budget 2010, la commune a lancé le recrutement d'un Directeur des Services Techniques. Les candidats ont été reçus début juin, et après analyse, le choix, au vu des critères définis s'est porté sur un agent du cadre d'emploi des contrôleurs techniques.

Dans la perspective de sa prise de fonction par voie de mutation en septembre, il convient aujourd'hui, de créer le poste.

Monsieur LEMOUNAUD demande à connaître le montant de la rémunération de cet agent.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 19

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 1 (Monsieur LEMOUNAUD)

CREE un poste de Contrôleur Principal de travaux.

DIT que les crédits afférents sont inscrits au budget.

3. Fixation du Régime Indemnitaire pour le poste de Contrôleur Principal de Travaux

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

(Arrivée de Mr LE RUZ)

Suite à la nomination d'un contrôleur principal pour le poste de Directeur des Services Techniques, il convient de compléter la délibération du 08 novembre 2007 fixant le régime indemnitaire des agents de la commune.

Conformément aux textes en vigueur et aux règles statutaires, il est proposé d'attribuer le régime indemnitaire suivant au cadre d'emploi de contrôleur principal de travaux :

- Prime de Service et de Rendement : 5 % du Traitement Brut Indiciaire
- Indemnité spécifique de service : 356.53 x coefficient par grade maxi (16) x coefficient du Finistère (1.05) x coefficient d'attribution individuelle.

Ces primes seront versée mensuellement.

Il appartiendra au Maire de fixer par arrêté l'attribution individuelle dans la limite du taux maximum institué par décret.

Les dispositions de la délibération du 08 novembre 2007 restent applicables à ce cadre d'emploi.

Monsieur LEMOUNAUD demande à connaître le montant de ce régime indemnitaire.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 20

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 2 (Messieurs LEMOUNAUD et LE RUZ)

ADOpte le régime indemnitaire tel que proposé ci-dessus au cadre d'emploi de contrôleur principal de Travaux.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la commune.

4. Inventaire cartographique communal des cours d'eau

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) a transmis en mairie l'inventaire cartographique communal des cours d'eau.

Cet inventaire a pour objectif de contribuer à une meilleure préservation et gestion des milieux naturels, et à assurer une sécurisation juridique de tout acteur (collectivité, particulier, entreprises, agriculteurs...) susceptible d'intervenir sur le réseau hydrographique. Animée par la Chambre d'Agriculture du Finistère en concertation avec les services de l'Etat, l'opération a associé l'ensemble des usagers : collectivité, agriculteurs, associations de pêche et de chasse locales, sociétés de chasse, SAGE, structures de bassin versant, techniciens rivière...

Cet inventaire a également fait l'objet de vérification par les services de police de l'eau.

A l'issue de ces études, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur cet inventaire qui a terme pourra être validé par arrêté préfectoral, et aura pour vocation à servir de référence pour l'exercice de la police de l'eau ainsi que pour l'application des règles fixées dans le cadre de la politique agricole commune.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 0

EMET un avis favorable sur l'inventaire cartographique des cours d'eau de la commune.

5. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service Assainissement collectif.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

L'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales, impose la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté au conseil municipal et faire l'objet d'une délibération.

La DDTM, assistant conseil auprès de notre collectivité, a rédigé un projet de rapport avec l'aide de nos services.

Ce rapport a été tenu à disposition des conseillers avant le vote. Le rapport est public et il permet d'informer les usagers du service.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce rapport.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 20

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 2 (Messieurs LEMOUNAUD et LE RUZ)

APPROUVE le rapport 2009 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif.

6. Dénomination d'une voie communale

Rapport de présentation (Daniel CHARLES)

Les résidents de la route de GACA demandent le changement de nom de cette route pour la raison qu'il y a souvent une confusion avec le chemin de GACA et que pour beaucoup l'orthographe est approximative et devient CACA,GAGA,CAGA,..

Ils proposent comme nouveau nom « Route des GEAIS », le nom GACA venant du cri du geais.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 20

Pour : 16

Contre : 1 (Hervé LE RUZ)

Abstentions : 3 (Céline CHATARD, Dominique ROPARS, Dominique LEMOUNAUD)

APPROUVE le changement de dénomination de la route de Gaca en « Route des Geais ».

7. Tarifs Communaux – Création d'un tarif pour le nouveau columbarium

Rapport de présentation (André CONSTANT)

La commune a aménagé un nouveau columbarium et aménagé un jardin du souvenir.

Le coût d'infrastructure du columbarium est de 10 800 € auquel s'ajoute l'aménagement général pour 7 200 € soit un total de 18 000 €, tel que prévu au budget.

Il convient aujourd'hui de fixer un tarif pour les nouvelles concessions.

Le coût de la concession pour le nouveau columbarium plaque comprise est de 10 800 € / 9 soit 1 200 €.

Notre tarif 2010 pour le nouveau columbarium est donc :

	15 ans	30 ans
Prix de base	1 200.00	1 200.00
Concession	113.00	226.00
total	1 313.00	1 426.00

D'autre part, afin de respecter la réglementation, lors de la dispersion des cendres, une plaque signalétique doit être fixée sur la colonne du jardin du souvenir.

Le tarif de cette plaque est fixé à 33,50 €.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition de tarifs.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 20

Pour : 20

Contre : 0
Abstentions : 0

APPROUVE les tarifs proposés ci-dessus pour les concessions dans le nouveau colombarium et les plaques du jardin du souvenir.

8. Tarifs Communaux – Lotissement Communal – Application de la TVA

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

(Arrivée de Mr CONSTANT)

Suite à la promulgation de la loi de finances du 11 mars 2010, les ventes de terrains des lotissements communaux seront soumises à la TVA.

Deux lots du lotissement de Rhun Even sont encore à vendre aujourd'hui et sont donc concernés par cette nouvelles disposition..

Il existe deux possibilités pour la commune :

- soit la commune applique la TVA et de ce fait est dans l'obligation d'augmenter le prix du terrain,
- soit la commune prend à sa charge le coût de l'application de la TVA imposé par l'Etat.

Il est proposé de retenir la 2^e solution afin de ne pas pénaliser les futurs acquéreurs.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 21
Pour : 21
Contre : 0
Abstentions : 0

APPROUVE la prise en charge par la commune de l'application de la TVA à la vente des deux lots restants dans le lotissement de Rhun Even.

9. Résultat de la consultation pour la création du Jardin Public de la Métairie

Rapport de présentation (Martine LE DOARE)

Une consultation a été lancée pour la création du jardin public de la Métairie. Neufs plis ont été reçus.

Après analyse des offres par le Maître d'œuvre, l'Atelier de l'Ile, il est proposé de retenir les entreprises suivantes :

Lot 1 : VRD : Entreprise COLAS pour 265 972.94 € HT

Lot 2 : Aménagement paysager : Entreprise SPARFEL pour 541 770.46 € HT

Lot 3 : Platelage Bois : entreprise JO SIMON pour 73 890.00 € HT

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 21

Pour : 21
Contre : 0
Abstentions : 0

RETIENT les entreprises COLAS, SPARFEL et JO SIMON pour les lots et les montants précités,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés.

10. Résultat de la consultation pour la réhabilitation des réseaux d'eaux usées du bourg.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Une consultation a été lancée pour la réhabilitation des réseaux d'eaux usées du bourg.
Trois plis ont été reçus.

Après analyse des offres par le Maître d'œuvre, le bureau d'études B3E, il est proposé de retenir l'entreprise INSITUFORM pour un montant de 57 985.50 € HT.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 21
Pour : 21
Contre : 0
Abstentions : 0

RETIENT l'entreprise INSITUFORM pour un montant de 57 985.50 € HT,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché.

11. Vente d'un terrain dans le lotissement de l'Oratoire (3 lots)

Par courrier du 01 mars 2010, Madame BRIZEC, a sollicité la réservation du terrain n°3 dans le Lotissement de l'Oratoire (3 lots) rue Pasteur, d'une surface de 540 m² au prix de 45 € le m².

Les frais d'acquisition seront à sa charge.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21
Pour : 21
Contre : 0
Abstentions : 0

AUTORISE la vente du lot n°3 du Lotissement de l'Oratoire 3 Lots à Madame BRIZEC aux conditions ci-dessus précisées,

DESIGNE Maître Berrou Gorioux pour procéder à la rédaction de l'acte.

DONNE pouvoir au Maire pour effectuer toutes les démarches et signer l'acte,

12. Vente du lot n°2 – Lotissement de Rhun Even

Par courrier du 21 juin 2010, Madame Raimbault, représentante de la SCI Raimbault en cours de constitution, a manifesté son intention d'acquérir le lot n°2 du Lotissement de Rhun Even d'une superficie de 704 m² au prix de 45 € le m² pour le compte de la SCI.
Les frais d'acquisition seront à la charge de l'acquéreur.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

AUTORISE la vente du lot n°2 du Lotissement de Rhun Even à la SCI Raimbault aux conditions ci-dessus précisées,
DESIGNE Maître Berrou Gorioux pour procéder à la rédaction de l'acte.
DONNE pouvoir au Maire pour effectuer toutes les démarches et signer l'acte,

13. Demande de Subvention – Championnat de France de Pétanque

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

La commune a reçu une demande exceptionnelle de subvention du club de pétanque de Plougasnou, suite à la qualification d'un de ses membres, Maxime FEAT pour le championnat de France à Beaucaire dans le Gard les 21 et 22 août 2010.
Cette subvention contribuerait aux frais du joueur et de ses accompagnateurs.
Il est proposé d'attribuer une subvention de 200 €.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le versement d'une subvention de 200 € au club de pétanque de Plougasnou,
DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

14. Questions Orales

Questions orales de Monsieur LEMOUNAUD

Question N°1

Monsieur le Maire,
Le rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement appelle de ma part, les observations suivantes :

1/ l'évolution du tarif de l'assainissement collectif fait apparaître une énorme augmentation de la part qui revient à la commune alors que l'on constate une légère diminution de la part de l'exploitant, la Compagnie Générale des Eaux.

	01/01/09	01/01/2010	variation
Part de l'exploitant			
- part fixe (€ HT/ an) abonnement ordinaire	46,15	44,92	- 2,67 %
- part proportionnelle (€ HT /an) le m3	0,835	0,813	- 2,63 %
Part de la commune			
- part fixe (€ HT/ an) abonnement ordinaire	27,30	55,00	+ 101,47 %
- part proportionnelle (€HT/an) le m3	1,486	1,588	+ 6,86 %
Redevances et Taxes			
- redevance modernisation réseaux de collecte	0,17	0,18	+ 5,88 %
- TVA	5,5	5,5	

2/ recettes d'exploitation

- de la commune

	2008	2009
Redevances eaux usées domestiques	89 778.25	175 526.54
Dont abonnements	20 838,99	56 190.82
Autres recettes : raccordements	28 750.05	138 650.72
TOTAL RECETTES	118 528.30 €	314 177.26 €

- de l'exploitant

	2008	2009
Redevances eaux usées domestiques	27 726.04	108 854.26
Dont abonnements	10 376,19	48 808.98
Total recettes liées à la facturation des abonnés	27 726.04	108 854.26
Recettes liées aux travaux	5 806.00	3 473.00
TOTAL RECETTES	33 532.04 €	112 327.26 €

3/ Financement du service de l'assainissement collectif

Etat de la dette au 31/12/2009 : 1 681 349.95 €

Remboursement en cours de l'exercice : 133 377.81 €

Intérêts : 75 603.09 €

Capital : 57 774.72 €

Questions :

A/ pourquoi cette importante différence entre les recettes d'exploitation 2009 (314 177.26 €) et le remboursement au cours de l'exercice (133 377.81 €) ?

B/ les intérêts qui nous avaient été annoncés « négligeables » sont bien supérieurs au capital remboursé. Combien d'années faudra t-il pour rembourser totalement la dette alors que les usagers que nous sommes ont le sentiment d'être malmenés par leur commune ?

C/ dans le document intitulé « la feuille d'information sur l'assainissement collectif » que vous nous avez adressé avec la convocation, on peut lire :

PRIX : un abonné domestique consommant 120 m3 paiera 432,17 € sur la base du tarif au 1^{er}/01/2010, toutes taxes comprises, soit en moyenne 3,60 €/m3.

Je me permets de vous indiquer le montant des deux factures que j'ai reçues pour l'année 2010 :

	abonnement	consommation	Prix au m3
1 ^{er} semestre	91.57 €	63 m3 274.05 €	4.35 €
2 ^e semestre	91.60 €	62 m3 264.12 €	4.26 €
	183.17 €	538.17 €	

Total année 2010 : 183.17 + 538.17 = 721.34 €

Pouvez vous expliquer de telles distorsions entre la communication officielle et la réalité vécue par vos administrés ?

En conclusion, le malaise est réel, la municipalité devrait s'interroger sur la part de la commune dans le calcul du prix facturé aux abonnés.

Réponse de Monsieur LE MEUR :

Compte tenu de votre courtoisie habituelle, votre question orale me laisse perplexe, et m'oblige à apporter certaines mises au point. Cette question a deux caractéristiques :

- elle est polémique car à travers des chiffres erronés vous mettez en doute la politique communale relative à l'assainissement et essayez de reporter votre malaise sur celui des administrés.
- Elle dénote une méconnaissance totale des mécanismes financiers de gestion d'un service d'assainissement qui est géré comme un service industriel et commercial et doit obligatoirement être équilibré.

Je ne vais pas vous faire un cours de droit budgétaire et de comptabilité, mais je vous invite à vous reporter aux délibérations approuvant les budgets 2009 et 2010, les comptes administratifs et fixant les tarifs 2010. Toutes les précisions ont été fournies lors de ces votes et les délibérations ont été je vous le rappelle, toutes votées à l'unanimité.

Je me permets de vous répondre sur les points suivants :

Question A/

Les recettes du service ne se limitent pas aux redevances versées par les usagers. Ainsi les recettes totales 2009 se sont élevées à 6 522 467.57 €, à comparer avec les redevances versées : 247 909.44, soit 3,80 %.

L'intégralité des recettes permet de faire face aux dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Comparer, comme vous le faites, les redevances avec le remboursement de la dette est un véritable non-sens financier et cela d'autant plus que vos chiffres sont faux. En effet, l'état de la dette au 31.12.2009 est de 3 681 349.95 €(et non 1 681 349.95).

Le remboursement de l'annuité au cours de l'exercice 2009 est de 2 163 531.49 €(et non 133 377.81).

Vous considérez que l'on ne peut rembourser 2 163 531.49 € avec une redevance perçue de 247 909.44 €.

Question B/

Je m'inscris en faux à votre affirmation que « les intérêts qui nous avaient été annoncés comme négligeables sont bien supérieurs au capital remboursé ».

En effet la dette du service est constituée de :

- 5 emprunts contractés de 1995 à 2007 pour	1 681 349.95
- 1 prêt relais de 4 millions sur lequel il reste à rembourser :	2 000 000.00
Soit un capital restant dû au 31/12/2009 de	3 681 349.95 €

Les intérêts payés en 2009 sont :

- sur les 5 emprunts :	79 473.09
- sur le prêt relais	26 283.68
Soit un total de	105 756.77 €

Les intérêts du prêt relais sont donc infimes. Le dernier taux est de 0,678 %.

Par ailleurs nous avons remboursé 400 000 € en 2010 Le capital restant dû à ce jour est de 1 600 000.00 €. Nous ferons d'autres remboursements anticipés d'ici l'échéance fixée au 1^{er} mai 2012.

Vous demandez « combien d'années faudra t-il pour rembourser totalement la dette » ?

Le prêt de 1,4 million sera amorti le 1^{er} juin 2047. Le reliquat sur le prêt relais devra être négocié en prêt fixe en 2012.

Je vous signale qu'une bonne gestion consiste à amortir les prêts, les biens et les reprises de subventions sur une période relativement longue variant entre 30 et 60 ans pour les réseaux et entre 15 et 30 ans pour les stations d'épuration. En accord avec la Trésorerie Municipale, nous avons choisi 50 ans.

Vous précisez que vous avez le sentiment d'être « malmené » par la commune. Je ne partage pas votre opinion car votre sentiment résulte du fait que vous ne tenez pas compte des explications fournies lors des votes sur les budgets, les tarifs, les emprunts, les subventions, les travaux... détaillés en commission d'appel d'offres à laquelle vous assistez.

Question C/

La réponse réside dans le fait que vous confondez :

- le prix d'assainissement d'un abonné consommant 120 m³, soit 422,17 € (chiffre exact)
- et le montant de vos factures qui comprennent le coût de
 - l'eau dû au syndicat intercommunal de Lanmeur
 - l'assainissement dû au service de Plougasnou

Refaites le calcul et vous constaterez qu'il n'y a pas de distorsion.

Votre conclusion est que le malaise est « réel ». Je pense que le malaise est surtout réel pour le conseiller qui méconnaît les règles essentielles de la gestion du service.

Quant à nous, nous avons une véritable sérénité d'avoir permis la pérennité des deux principales entreprises de Plougasnou et d'avoir œuvré pour l'environnement.

Question N°2

Des plouganistes estiment que rien n'a été fait sur le territoire communal pour le développement durable. Ils pensent qu'il serait opportun de profiter de la construction du hangar destiné aux services techniques Municipaux pour pallier cette carence. Ils suggèrent de prévoir une couverture constituée de panneaux photovoltaïques.

La couverture totale d'un hangar agricole revient à 80 000 € et rapporte au minimum 8 000 € par an.

Cette suggestion retient-elle votre attention ?

Réponse de Monsieur ORSI

La question du développement durable a bien évidemment été étudiée dans le cadre de l'opération de construction de l'atelier technique municipal. Mais avant tout, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'un hangar agricole, mais d'un lieu de travail avec ateliers et bureaux, donc soumis à des contraintes particulières.

Dans le domaine du développement durable, il convient de prendre en considération le produit de sa conception jusqu'à son recyclage, or cet aspect du recyclage des panneaux n'est pas encore vraiment au point.

Par ailleurs après avoir pris des renseignements auprès de bureaux d'études, il existe une importante contrainte sur l'orientation et l'inclinaison de la toiture dans l'installation de panneaux photovoltaïques, ce qui aurait impliqué une surface beaucoup plus importante et une charpente beaucoup plus haute, donc des coûts supplémentaires. L'installation sur une toiture terrasse sur des châssis a été envisagée, mais aucune subvention n'est prévue dans ce cas.

Quant au rendement, le prix du kW va fortement baisser et donc la rentabilité d'une telle opération n'est pas du tout probante, et ce d'autant que la durée de vie d'un panneau est de 10 ans et le coût d'entretien très lourd.

Toutefois l'aspect développement durable a été retenu pour la construction de ce bâtiment avec notamment un système de récupération des eaux de pluie et l'installation de lampadaires crépusculaires.